



PRÉFET DU HAUT-RHIN

*Liberté
Égalité
Fraternité*

SERVICE DE LA COORDINATION DES POLITIQUES
PUBLIQUES ET DE L'APPUI TERRITORIAL

BUREAU DES ENQUÊTES PUBLIQUES ET DES
INSTALLATIONS CLASSÉES

716/jpr/gm

Arrêté du 5 août 2025 portant mise en demeure à la société GLATFELTER de respecter les dispositions applicables à ses installations sises à SOULTZ

Le préfet du Haut-Rhin
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

- VU le livre I, titre 7 du Code de l'environnement et notamment son article L. 171-8 I,
- VU l'arrêté du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation,
- VU l'arrêté préfectoral n° 001188 du 3 mai 2000 portant prescriptions complémentaires au titre des installations classées – Société JACOB HOLM INDUSTRIES à SOULTZ,
- VU la déclaration de changement d'exploitant en date du 5 août 2022, l'activité étant désormais réalisée par la société GLATFELTER INDUSTRIE FRANCE,
- VU la visite d'inspection du 16 juin 2025,
- VU le rapport de l'inspection de la direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargée de l'inspection des installations classées relatif à la visite d'inspection sus-visée,
- VU l'absence de réponse de l'exploitant au terme du délai déterminé dans la transmission du rapport susvisé,

Considérant que l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 3 mai 2000 susvisé définit les valeurs limites d'émissions des rejets aqueux du site, notamment en ce qui concerne les paramètres MES et DCO,

Considérant que la visite d'inspection du 16 juin 2025 a constaté que sur les douze derniers mois, les mesures hebdomadaire des rejets aqueux ont été en dépassement pour 17 % des cas

concernant le paramètre MES, 7 % des cas pour le paramètre DCO et 3,8 % des cas pour le paramètre pH (dont 25 % en avril 2025 et 25 % en mai 2025), que l'exploitant indique avoir travaillé sur la conformité de ses rejets et que ceux-ci sont néanmoins toujours en dépassement, que cela constitue une non-conformité,

Considérant que l'article 58-IV de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé indique que *«Les résultats accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées»*,

Considérant que la visite d'inspection du 16 juin 2025 a constaté l'absence de justificatifs des dépassements et d'actions correctives mises en œuvre par l'exploitant sur la plateforme GIDAF, que cela constitue une non-conformité,

Considérant que l'article 58-III de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé définit les modalités de mise en œuvre des contrôles de recalage,

Considérant que l'inspection du 16 juin 2025 a constaté l'absence de contrôle de recalage sur les deux dernières années précédant le contrôle, que cela constitue une non-conformité,

Considérant les dispositions de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement : *«Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent Code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine.»*,

Sur proposition du sous-préfet, secrétaire général de la préfecture,

ARRÊTE

Article 1^{er}

la société GLATFELTER, désignée par « l'exploitant » dans le présent arrêté, dont le siège social est situé Zone Industrielle – Rue Henri Seiller à ISSENHEIM (68500), est mise en demeure de respecter, dans les délai prévus aux articles suivants, les prescriptions reprises ci-après, pour l'exploitation de ses installations situées à la même adresse.

Article 2

dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 3 mai 2000 susvisé :

«[...] Ces effluents devront respecter les normes suivantes avant rejet et sans dilution:

- *Débit <9m3/h*
- *pH entre 5,5 et 8,5*
- *Température <30°C*
- *DBO5 <500mg/l*
- *DCO < 900 mg/l*
- *MEST < 400mg/l [...] »*

Article 3

dans un délai de 1 mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 58-IV de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé :

« IV. Les résultats accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements

éventuellement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.[...] »

Article 4 :

dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 58-III de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé :

« III. S'il existe au moins une mesure annuelle, l'exploitant fait procéder au moins une fois tous les deux ans à un contrôle de recalage de ses émissions dans l'eau pour toutes les mesures effectuées à une fréquence annuelle ou supérieure. Ce contrôle porte sur la réalisation comparative des prélèvements et analyses prévus dans le programme de surveillance selon le même protocole d'échantillonnage, d'une part par l'exploitant, d'autre part par un laboratoire d'analyse externe. Ce laboratoire est agréé pour les prélèvements et l'analyse ou, s'il n'existe pas d'accréditation pour le prélèvement ou pour le paramètre analysé, est accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.

L'accréditation d'un laboratoire pour un paramètre sur une matrice donnée implique que l'échantillon analysé ait été prélevé sous accréditation.

L'exploitant met en place des mesures correctives pour remédier à tout écart constaté entre ses résultats d'analyse et ceux du laboratoire agréé. Les mesures mises en place le cas échéant sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées. [...] »

Article 5 :

faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il peut être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

Article 6 :

la présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Strasbourg par voie postale ou sur le site www.telerecours.fr. Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant et commence à courir à partir du jour de la notification du présent arrêté.

Article 7 :

le secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie est notifiée à l'exploitant.

À Colmar, le 5 août 2025

le préfet,
Pour le préfet et par délégation
Le secrétaire général

SIGNÉ

Augustin CELLARD